



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1997/167
27 février 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 25 FÉVRIER 1997, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU
CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Conformément à l'obligation que j'ai d'appeler votre attention sur des questions pouvant intéresser les membres du Conseil de sécurité et étant donné le rôle que l'Organisation des Nations Unies ne cesse de jouer dans les efforts tendant à parvenir à un règlement pacifique du conflit au Libéria, j'ai l'honneur de vous informer des résultats de la deuxième réunion ministérielle de la Conférence ad hoc extraordinaire d'appui au processus de paix au Libéria, qui s'est tenue à New York le 20 février 1997.

Organisée à la demande des États-Unis d'Amérique, au nom du Groupe de contact international pour le Libéria, du Nigéria, au nom de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et des Pays-Bas, cette rencontre a réuni les membres du Groupe de contact international, de la CEDEAO, des institutions de Bretton Woods et des départements, programmes et organismes pertinents des Nations Unies.

L'objet de la réunion était de consolider l'évolution positive suscitée par les résultats du processus de désarmement au Libéria, tout en définissant et en abordant les besoins immédiats du processus de paix et les besoins critiques envisagés pour le moyen terme. Dans ma déclaration liminaire, j'ai relevé que les trois derniers mois du processus de paix au Libéria avaient été marqués par d'importants faits nouveaux positifs, mais qu'il n'en demeurait pas moins des problèmes difficiles à résoudre et qu'il fallait intensifier les efforts plutôt que de les relâcher.

Trois problèmes critiques devaient être résolus. Premièrement, il fallait faire preuve de la volonté politique nécessaire pour faire ce qui devait être fait au Libéria. Deuxièmement, il fallait que les différents acteurs, tant sur le plan national qu'à l'échelon international, aient le courage de coopérer à cet effet. Troisièmement, il fallait trouver et acheminer les ressources nécessaires pour mener cette tâche à bien. J'ai lancé un appel pour que des ressources supplémentaires soient mises à la disposition du Groupe de contrôle de la CEDEAO (ECOMOG), pour que la communauté internationale continue d'appuyer les tâches humanitaires et de reconstruction, ainsi qu'en faveur du processus électoral.

Au cours du débat qui a suivi, un appui s'est clairement dégagé en faveur du rôle de la CEDEAO et l'importance du renforcement de l'ECOMOG a été nettement perçue. Les participants se sont déclarés satisfaits de l'aide non négligeable fournie à l'ECOMOG par les pays donateurs, tout en relevant qu'il importait de coordonner les tâches afin d'en maximiser l'efficacité. Un large appui s'est également dégagé en faveur de la poursuite des opérations de secours, ainsi que des programmes de soudure et de réintégration, les participants notant que le succès du processus de paix passait par ces efforts. Ils ont estimé qu'il importait de trouver un juste équilibre entre l'aide aux ex-combattants et l'aide aux victimes du conflit; la condamnation de l'emploi d'enfants-soldats a été unanime.

La question des élections a fait l'objet d'une discussion approfondie et féconde. Les participants se sont réjouis des progrès enregistrés récemment dans la mise en place d'un cadre pour la tenue d'élections au Libéria et un consensus s'est dégagé au sujet de plusieurs questions, dont la nécessité de s'en tenir au 30 mai 1997 pour la tenue des élections. Plusieurs pays donateurs et la Commission européenne ont fait des annonces fermes de contributions financières et autres. De nettes différences d'opinion se sont cependant dégagées quant à la question de savoir si les réfugiés devaient retourner au Libéria afin de participer aux élections. La quasi-majorité des participants ont estimé qu'une vaste opération de rapatriement était le moyen le plus efficace de régler ce problème et on a relevé que la communauté internationale devrait déployer d'énormes efforts en vue du rapatriement librement consenti.

Le représentant du Président de la CEDEAO, le chef Tom Ikimi, Ministre nigérian des affaires étrangères, a informé les participants au sujet de la question des sanctions et a fait observer que leur existence avait eu un net effet dissuasif sur les parties. Les participants ont pris note de la déclaration du Ministre néerlandais de la coopération pour le développement, M. Jan Pronk, selon laquelle bien qu'elles n'aient pas encore été appliquées, les sanctions restaient en vigueur et pourraient être appliquées contre toute partie contrevenant gravement à l'Accord d'Abuja.

L'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Représentant résident du PNUD au Libéria ont fait le point de la reconstruction et des programmes de développement postérieurs aux élections. Mon Représentant spécial, M. Anthony Nyakyi, a informé les participants au sujet des activités de coordination; il a été annoncé qu'afin de renforcer celles-ci, le Représentant résident du PNUD serait nommé directeur du Bureau du Représentant spécial.

Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, qui présidait la réunion, a fait le bilan des réalisations à la fin des travaux. S'agissant des trois défis que j'avais présentés dans ma déclaration liminaire, il a fait observer qu'ils avaient été relevés. Premièrement, le niveau élevé de consensus avait prouvé que la volonté politique nécessaire existait désormais tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Libéria pour que le processus de paix soit couronné de succès. Deuxièmement, les donateurs, la CEDEAO et le système des Nations Unies étaient manifestement résolus à oeuvrer de concert et il était

patent que les protagonistes avaient effectivement le "courage de coopérer" au Libéria. Troisièmement, les donateurs avaient fait savoir sans équivoque qu'ils étaient disposés à fournir les ressources requises et les participants à la réunion avaient fait très clairement savoir aux parties que si elles accomplissaient des progrès, la communauté internationale saurait faire preuve de générosité.

Avant de conclure, les participants se sont déclarés disposés à se retrouver pour appuyer le processus de paix au Libéria, au niveau et au moment que je jugerai appropriés, en consultation avec les trois organisateurs.

(Signé) Kofi A. ANNAN
